

25 mai 2023

Communiqué de presse

Les trois raisons de la colère des enseignants

Le mirage de la revalorisation

Face au manque d'attractivité du métier et à l'effondrement du pouvoir d'achat des enseignants, le président de la République annonce une augmentation des salaires de 10%.

En réalité, pour la Fep-CFDT, la revalorisation sans condition (le socle) est très insuffisante et ne tient pas compte d'une charge de travail déjà conséquente. Nous refusons la deuxième mesure du pacte, qui ressert l'idée de travailler plus pour gagner plus, accentue les inégalités entre les femmes et les hommes, entre les enseignants du primaire et du secondaire, la mise en concurrence des collègues...

Subir la réforme du lycée pro

La Fep-CFDT dénonce le fond et la forme de la réforme de la voie professionnelle, particulièrement dans l'enseignement privé. Les 12 mesures présentées le 4 mai n'amélioreront pas les conditions de travail des professeurs et la réussite des élèves. L'état d'épuisement de nombreux collègues, l'incertitude sur l'avenir de nombreuses formations, les risques pour l'emploi des enseignants, créent un climat insoutenable pour la profession.

La retraite ? Travailler plus longtemps, et cotiser plus

Depuis janvier, des millions de personnes se sont mobilisées, lors de 13 journées historiques, pour refuser la réforme des retraites. Pour les enseignants du privé, l'addition sera encore plus salée. Leurs cotisations vont augmenter pour financer leur régime additionnel de retraite, initialement mis en place pour aligner leur pension avec celle des enseignants du public.

Le gouvernement organise avec les syndicats des concertations, mais leur contenu est vite balayé au profit de mesures préparées à l'avance. Jamais le dialogue social n'a autant été vidé de son sens.

La Fep-CFDT appelle les enseignants et les enseignantes à se mobiliser les 31 mai et 6 juin et à rejoindre les actions locales

- Pour une vraie revalorisation des salaires des enseignants
- Pour une autre réforme du lycée professionnel
- Pour retirer la réforme des retraites
- Pour que l'État finance le régime additionnel des retraites.